

# Convention sur la Commission paritaire de confiance (CPC)

entre

l'Association suisse des infirmières et infirmiers (ASI),

d'une part, et

la Commission des tarifs médicaux LAA (CTM),

l'Assurance-invalidité (AI), représentée par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS),

l'Office fédéral de l'assurance militaire (OFAM),

(désignés ci-après comme "assureurs")

d'autre part

concernant l'institution d'une Commission paritaire de confiance (CPC)

## 1. Préambule

Vu l'art. 7 de la convention tarifaire du 25 octobre 1999, les parties contractantes instituent une commission paritaire, compétente pour tous les cantons, qui fait office d'instance de conciliation.

## 2. Tâche

2.1 La CPC agit au titre d'instance de conciliation pour toutes les divergences de vues résultant de l'application de la convention tarifaire, avant le recours au tribunal arbitral.

2.2 La CPC examine les requêtes relatives à l'interprétation du tarif et aux nouvelles tarifications. Dans ses recommandations, elle tient compte des principes d'économie et d'adéquation des soins.

## 3. Compétences

Pour les mandats prévus à l'art. 2, al. 1, la commission n'a pas de pouvoir de décision. Les propositions de conciliation faites par elle au titre d'avis d'experts requièrent l'unanimité.

#### **4. Organisation de la CPC**

##### **4.1 La commission se compose de:**

- 2 représentants de l'ASI
- 2 représentants des assureurs (CTM, AI, AM)

##### **4.2 Les partenaires à la convention désignent un suppléant pour chacun de leurs membres. La présidence est assumée à tour de rôle par chaque partenaire.**

#### **5. Secrétariat de la CPC**

##### **5.1 Le secrétariat de la CPC est tenu par l'ASI.**

##### **5.2 Les requêtes destinées à la CPC doivent être adressées au secrétariat de l'ASI, Choisystrasse 1, case postale 8124, 3001 Berne.**

#### **6. Recours à des experts**

La commission a le pouvoir de faire appel à des experts ou de prendre d'autres mesures pour aplanir les divergences de vues.

#### **7. Procédure**

##### **7.1 La CPC élabore une proposition de conciliation dans les 4 mois suivant la réception de la requête. Les séances de la CPC sont consignées dans un procès-verbal. Elle communique ses propositions de conciliation par écrit.**

##### **7.2 Si la CPC est dans l'impossibilité d'émettre une proposition de conciliation dans les 4 mois suivant la réception de la requête, ou qu'une des parties rejette la proposition de conciliation, le tribunal arbitral compétent peut être saisi.**

##### **7.3 Une proposition de conciliation peut être attaquée dans les 30 jours.**

##### **7.4 La publication de propositions de conciliation faites par la CPC est du ressort des partenaires à la convention.**

#### **8. Financement**

##### **8.1 Les parties contractantes indemnisent elles-mêmes leurs représentants. Les frais du secrétariat sont partagés à parts égales entre l'ASI et les assureurs.**

##### **8.2 Les frais peuvent être mis en tout ou partie à la charge de la partie qui a saisi la CPC par pur esprit chicanier.**

9. Entrée en vigueur / résiliation

9.1 La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2000.

9.2 La procédure de résiliation est réglée suivant l'art. 8 de la convention tarifaire du 25 octobre 1999.

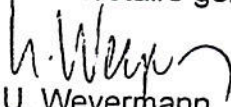
Lucerne et Berne, le 25 octobre 1999

**Association suisse des infirmières et infirmiers**

La présidente

  
M. Müller-Angst

Le secrétaire général

  
U. Weyermann

**Commission des tarifs médicaux  
LAA (CTM)**

Le président

  
W. Morger

**Office fédéral des assurances sociales**

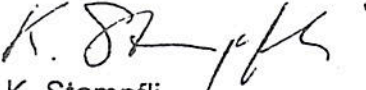
Division de l'assurance-invalidité

La sous-directrice

  
B. Breitenmoser

**Office fédéral de l'assurance militaire**

Le sous-directeur

  
K. Stampfli